



REVUE DE L'U.KA

Volume 10, n. 19 (juin 2022)

**Des idées novatrices
Des actions transformatrices**

**Université Notre-Dame du Kasayi
KANANGA**

Urbanisme subi ou urbanisme participatif Quelle option pour le développement des villes congolaises ?

TSHISUAKA NGALULA KANYINDA

*Professeur à l'Institut Supérieur d'Architecture et Urbanisme
(ISAU/Kinshasa)*

Introduction

Penser à une ville contemporaine intégrante comme réaction au modèle *top-down* qui a été développé pendant la période coloniale pour les villes africaines en général, et les congolaises en particulier, devrait devenir l'une des préoccupations des spécialistes de l'aménagement urbain sur l'étendue de la RD Congo.

La question d'une nouvelle approche conceptuelle des villes congolaises mérite un débat, dans la mesure où il ne serait pas hasardeux d'affirmer que les espaces urbains des villes congolaises ont toujours été subis ; une forme de « dictature spatiale » qui a conditionné matériellement, psychologiquement et physiquement l'épanouissement des résidents dans les quartiers planifiés. En effet, les caractéristiques desdits quartiers pourraient se résumer en termes de : petites rues qui limitaient l'acquisition d'un véhicule, des maisons cages à lapins¹, frein à l'acquisition des biens désirés, des équipements sociocommunitaires assez limités, etc.

Il importe dès lors que les architectes, les urbanistes, les techniciens urbains ainsi que les autres spécialistes africains et congolais, pour la plupart, formés dans les écoles occidentales, et longtemps abreuvés aux théories spatiales des villes occidentales, arrivent par des débats constructifs à déconstruire un paradigme « obsolète » conçu dans un contexte socio-politique et économique d'une époque révolue.

¹ F. CHOAY, *Cités-jardins ou cages à lapins. Les grands ensembles*, dans open Edition Journal <https://journal.openedition.org-etudesphotographiques/3383>.

Telle est la quintessence de cette réflexion dont l'objectif est d'identifier les leviers sur lesquels il faudrait actionner pour que les espaces de vie répondent tant soit peu aux aspirations des habitants.

Ladite réflexion sera déclinée en quatre parties notamment : une brève description des traits de la ville congolaise de l'époque coloniale ; un aperçu de la ville postcoloniale en prenant appui sur un cas angolais et deux cas congolais, en l'occurrence Kananga et Mbuji-Mayi ; quelques propositions de réaménagement et/ou d'amélioration dans les quartiers Kambote à Kananga et Bashala à Mbuji-Mayi.

1. Traits majeurs de la ville coloniale

Le modèle de la ville coloniale a dominé la pensée urbanistique de toute l'Afrique, du nord au sud, et a permis de dégager quelques traits caractéristiques dominants qui seront survolés sans trop de détails. Nous n'aborderons pas cet aspect sous un angle critique comme l'ont fait jusqu'ici ceux qui ont écrit sur les villes coloniales, dans la mesure où ces villes n'ont fait que refléter une orientation politique de cette époque qui, d'ailleurs, se prolonge sous d'autres formes et avec d'autres acteurs.

En RD Congo, la notion de ville, entendue de façon générale comme « un milieu géographique et social formé par une réunion importante de construction abritant les habitants qui travaillent pour la plupart, à l'intérieur de l'agglomération » ne date que depuis les décennies 1940 et émane de la volonté des autorités coloniales. Selon Makolo Jibikilay², aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance législative n. 288/ AIMO du 25 juin 1941, le Gouverneur général pouvait [...] détacher de l'administration du district, le territoire d'une agglomération urbaine et en former une circonscription administrative spéciale sous la dénomination de « ville ». C'est à ce titre que Kinshasa et Lubumbashi ont obtenu le statut de ville en 1941.

La ville créée en application de cette ordonnance étant purement séparatiste, elle était essentiellement habitée par les Belges et les autres personnes de race européenne ou asiatique. Les Congolais qui habitaient dans les agglomérations urbaines ne faisaient pas partie de ces

2 MAKOLO JIBIKILAY, *Les villes et les communes en République Démocratique du Congo, Quarante années d'expérience : bilan et nouveaux défis, 1957-1997, 1958-1958*, Kinshasa, Association Congolaise des Sciences Politiques, 2000, p. 99.

villes. Les parties des agglomérations habitées par eux étaient soit des centres extra-coutumiers, soit des cités indigènes ou des camps des travailleurs sous l'autorité du commissaire de district. Ainsi, du point de vue spatial, deux entités distinctes étaient en présence dans un même périmètre territorial, l'une appelée « ville » et l'autre « cité », d'où l'expression : « je vais en ville » qui persiste encore dans le langage commun du Congolais quand il se dirige vers la partie de la ville jadis réservée aux Européens. L'exemple mozambicain en dit long : la différenciation constructive était si fortement marquée qu'elle était qualifiée dans des termes on ne peut plus révélateurs de la situation de l'époque : la partie européenne étant dénommée « ville de ciment », tandis que celle des Noirs, « ville de roseaux »³.

La différence était observable y compris dans le niveau et la qualité des équipements. En « ville » se trouvaient concentrés les équipements de meilleure qualité : loisir, instruction, sport, commerce (les équipements de commerce étaient placés à la lisière pour servir d'espace tampon afin de limiter l'accès des autochtones dans le cœur de la « ville »). Dans la « cité », les équipements étaient fortement limités : les écoles nivelées et destinées à la formation du personnel auxiliaire et professionnel dont les Européens avaient besoin⁴ : pas de bibliothèques ; en guise de cinéma, une projection hebdomadaire des films sélectionnés pour un conditionnement mental escompté. La logique de la ségrégation a été poussée jusque dans les quartiers réservés aux Noirs pour distinguer spatialement les « évolués » des travailleurs. Les voies de circulation, dont les témoignages sont vivaces dans certaines communes, avaient une maille strictement rectangulaire pour des raisons sécuritaires.

Les habitations n'étaient pas non plus d'une qualité idéale comme nous l'avions déjà signalé plus haut. L'étroitesse de parcelles dans certaines cités planifiées a privé les autochtones de la possibilité de se pourvoir d'un de ses éléments culturels et climatiques fondamentaux à savoir, l'arbre.

3 L. FOURCHARD (dir.), *Gouverner les villes d'Afrique : Etat, gouvernement local et acteurs privés*, Paris Karthala, 2007, p. 54.

4 G. AMANI et MPURU MAZEMBE, *Kinshasa, ville borgne ?*, Presse Universitaire de l'UPN, 2019, p. 35-48.

L'essentiel à retenir de la ville congolaise pendant la période coloniale est que son organisation pour les sujets congolais était imposée et subie. Ce qui revient à considérer l'urbanisme comme une discipline qui échappe à la neutralité et qui, par conséquent, répond « à la demande de la société productiviste d'aménager le territoire et son peuplement selon ses besoins en main-d'œuvre »⁵.

L'urbanisme « top-down » n'a pas été pratiqué que dans les villes coloniales ; les villes européennes l'ont également subi pour diverses raisons à l'instar de ce qui s'est passé après la Deuxième Guerre mondiale où « dans l'urgence de la reconstruction, on a fait des villes sans trop se soucier de ce que souhaitaient les citoyens »⁶. La logique de l'imposition a également prévalu dans la majorité de grandes villes européennes lorsqu'il s'est agi de concevoir les espaces vitaux pour les personnes à faibles revenus. À ce propos, T. Paquot⁷ rappelle l'attitude affichée par Paul Delouvrier⁸ pour faire fi des sondages dont les résultats ont montré une nette préférence de la maison individuelle pour la majorité des Français. D'après ce haut fonctionnaire : « Si selon les divers sondages, les Français souhaitaient majoritairement loger dans une maison individuelle, ils se trompaient : leur bonheur les attendait, en effet, dans le logement collectif ». Fort de sa position au niveau institutionnel, il a réussi à contrecarrer le désir des habitants et imposer les « grands ensembles », une offre étatique bétonnée censée, selon lui, exprimer le bonheur ; un bonheur qui sera décrit comme un désastre urbain. On pourrait y ajouter les unités de voisinage qui ont été, pendant longtemps, brandies comme modèle réussi d'aménagement urbain, mais qui sont remises en cause par le fait que sur le plan idéologique, elles donnent l'impression d'imposer à la masse des gens des critères standards de conduite et un environnement physique et social identique.

En dépit des faits négatifs retenus contre la ville coloniale, il est important de souligner quelques points positifs tels que le souci de procurer par divers mécanismes, un toit à la population recensée et ayant un

5 T. PAQUOT, *Désastres urbains : les villes meurent aussi*, Paris, La découverte, 2015, p. 17.

6 J. HAËNTJENS, *Les villes du XXI^e siècle : Plus de défis, plus de solutions, plus d'acteurs* », dans *Bâtir de villes nouvelles ! Réinventer la ville pour faire croître la qualité de vie et soutenir le développement humain*. Actes du colloque de Louvain-la neuve, du 23 octobre 2015, CEPESS, 2015, p. 39.

7 T. PAQUOT, *Désastres urbains*, p. 49.

8 P. Delouvrier est un influent décideur français lors du mandat du Président De Gaulle.

emploi ; ce qui a donné naissance aux quartiers planifiés. Cette politique qui n'existe plus actuellement n'a été possible que grâce au contrôle strict du mouvement des populations et à une bonne planification du développement urbain. Il faudrait aussi noter qu'outre les cités planifiées, il y a eu en parallèle, un autre modèle de fabrique de la ville, matérialisé à travers les cités administrées qui se sont développées à la lisière des cités planifiées et dans lesquelles, grâce à des parcelles plus larges, les Congolais ont pu exprimer leur mode de vie de manière relativement libre : expression de la solidarité familiale, construction des annexes pour locataires en vue d'arrondir les fins des mois, mini-jardin potager et mini-élevage, arbres fruitiers dans la parcelle, pratique de l'artisanat, etc. C'est de ce modèle, considéré péjorativement comme « indigène » que peuvent être tirés quelques substrats des composantes de la nouvelle conception de la fabrique de la ville contemporaine en RD Congo, car il correspond, dans une certaine mesure, à ce que pensait Wright cité par L. Benevolo : « lorsque l'initiative individuelle est forte et opérante, alors la vie s'écoule riche et productive »⁹.

Est-ce pour autant que l'initiative de la fabrique de la ville soit laissée aux seuls habitants dans l'espoir d'obtenir une ville libérée de tout conformisme et de tout système normatif ? Rien n'est moins sûr, car une ville est beaucoup plus complexe qu'une maison tant au niveau des acteurs que d'échelle ? Que retenir de la ville coloniale si ce n'est que : du fait de la ségrégation spatiale qui était la négation du principe de la ville comme lieu de rencontre et d'échange, elle a été mal fabriquée et ne méritait pas, par conséquent, le qualificatif abusif de « ville ».

2. Traits majeurs de la ville postcoloniale

Beaucoup de réflexions ont largement été menées sur la question des villes africaines entre autres par Jean-Luc Piermay¹⁰, Laurent Fourchard¹¹, R. Keeton & M. Provoost¹². Toutefois, une analyse fouillée laisse entrevoir que les aménagements spatiaux et les constructions proposés dans les cités créées après l'indépendance, ne sont pas eux non plus

9 L. BENOVOLO, *Histoire de l'architecture moderne*. T. 1 : *La révolution industrielle*, Paris, Dunod, 1978, p. 258.

10 J. L. PIERMAY, *Citadins et quête du sol dans les Villes d'Afrique Centrale*, Paris, L'Harmattan, 1993.

11 L. FOURCHARD, *op. cit.*

12 R. KEETON & M. PROVOOST (dir.) *To build a city, dans Africa, a history and a manual*, Rotterdam, International New Town Institut, 2019.

inclusifs, leur mode de pensée et d'organisation fait un large écho au « top-down ». Ces aménagements dans lesquels les bénéficiaires ont été tenus à l'écart lors de différentes phases de conception, sont de manière générale, générateurs de beaucoup d'effets pervers. À titre d'exemple, la cité de Kilamba en Angola dont les petits appartements ont été conçus pour la classe moyenne au coût de 125 000 USD, se sont révélés inaccessibles à la bourse de la population. Malgré la réduction du coût des appartements à 70. 000 USD, ceux-ci restaient toujours hors de portée de la population. Comme réaction, la population a construit un quartier bidonville dans le voisinage de Kilamba¹³.

En ce qui concerne la situation des villes congolaises postcoloniales, leur analyse passe par la grille de la rupture brutale qui s'est produite dans beaucoup de secteurs vitaux. Après l'indépendance, des pesanteurs d'ordre tant technique que démographique ont été déterminants dans la fabrique des villes congolaises : après le départ des Belges, le pays s'est trouvé en déficit d'un personnel hautement qualifié dans le secteur de l'urbanisme et de l'architecture ; les postes laissés vacants ont été occupés par des auxiliaires qui travaillaient comme dessinateurs, arpenteurs ou contremaîtres dans l'administration coloniale¹⁴. Une telle rupture dans une matière hautement technique, ne pouvait que provoquer des dégâts spatiaux dont les impacts sont visibles dans presque toutes les villes congolaises. Ensuite, le démantèlement de l'administration coloniale a fait sauter les verrous du contrôle de circulation territoriale de sorte que des masses de population ont afflué dans les grandes agglomérations. Les « évolués » se sont transformés en personnalités politico-administratives et ont investi les quartiers européens, pérennisant par ce fait la ségrégation qui, de raciale, est passée à une ségrégation sociale. Le seul point positif fut que ces quartiers, jadis inaccessibles aux autochtones sont devenus librement circulatoires. En corollaire, n'ayant ni des techniciens formés pour affronter de tels cas, ni des moyens financiers suffisants pour absorber un tel afflux qui s'est transformé en population flottante, les autorités ont opté pour la politique du « laisser faire ». C'est le modèle dominant de fabrique de la ville congolaise qui continue jusqu'à ce jour.

13 *Ibidem*, p. 191.

14 L. MBUYI wa MBUYI, *Urbanisme et habitat au Congo-Zaïre de 1960 à 1997 : Devoir de mémoire*, Kinshasa, Feu Torrent, 2020.

Spatialement, la ville congolaise postcoloniale est reconnaissable par son ancien noyau urbanisé où sont concentrés les équipements étatiques et commerciaux, quelques essaimages des quartiers planifiés et administrés autour desquels gravitent une multitude des quartiers auto-construits qui se prolongent aux lointains confins. Là où il y a eu quelques tentatives d'extensions planifiées comme à Kinshasa avec des quartiers tels que Maman Mobutu et Cité verte, prétendument destinés aux personnes à faible revenu, ce sont des effets pervers qui ont été enregistrés notamment : l'exclusion et la gentrification qui ont fait leur apparition. En effet, à cause de l'inaccessibilité des coûts, les logements ont été occupés par les cadres de grandes sociétés de la place grâce à des crédits bancaires, tandis que les anciens occupants de ces sites ont été repoussés vers la périphérie ouest de la ville sur des terrains accidentés très érosifs. C'est de ce genre d'effets pervers qu'il faudrait se prémunir lors des opérations de fabrique future de la ville.

Afin de cerner le contour de la politique du « laisser faire » en matière d'urbanisme, deux villes ont été ciblées, en l'occurrence Kananga et Mbuji-Mayi, deux cas au départ dissemblables, mais dont les interventions de la population dans le temps, en ce qui concerne la fabrique de la ville, sont presque identiques.

Mbuji-Mayi : un modèle particulier de fabrique d'une ville

En 1960, le territoire du sud Kasai a reçu une importante vague des populations en provenance du Katanga et du Kasai occidental (Kananga). Cet afflux a donné lieu à la naissance de la « ville » de Mbuji-Mayi. Celle-ci s'est, par la suite, développée en trois phases selon le modèle d'intervention des acteurs. La première phase (*bottom up*) a consisté en la fabrique par la population d'un grand bidonville qui s'est développé à une certaine distance d'un noyau urbain réservé aux Européens et aux quartiers des travailleurs miniers (ville MIBA). Ce mode de fabrique de la ville par les habitants répondait à la logique d'une réponse rapide au besoin de se loger étant donné que dans les trois années qui ont suivi l'arrivée de la population, les autorités provinciales ne disposaient pas de ressources à affecter à la question urbaine.

La deuxième phase fut celle des ajustements spatiaux initiés par le pouvoir public ; un profond travail de restructuration qui a consisté en l'identification des parcelles, et en la construction d'un réseau viaire dans le tissu des bidonvilles, à la construction d'un quartier planifié destiné à abriter les agents de l'État et les équipements étatiques.

La troisième phase se situe à partir des années 1983 où la ville a commencé à enregistrer de profondes mutations sociales dues à l'essor économique qu'elle a connu à la suite de la libéralisation de l'exploitation du diamant artisanal au profit de la population. Cet essor vint avec son lot de problèmes comme l'avait déjà écrit Bernardo Secchi¹⁵ : « une question urbaine accompagnant une période de croissance économique et sociale se révèle un problème épineux ». En effet, attirées par l'activité de l'exploitation du diamant, des populations vinrent du milieu rural et d'autres provinces s'installer à Mbuji-Mayi. « La croissance démographique et spatiale furent telles qu'à partir de 1990, il fut impossible de trouver un terrain libre où bâtir »¹⁶. Les habitations proliférèrent sans tenir compte des contraintes naturelles et occupèrent les vallées marécageuses¹⁷. Mbuji-Mayi offrait une image urbaine hétéroclite : ceux des habitants qui avaient fait fortune dans le diamant occupèrent les grandes artères et y érigèrent des constructions d'une certaine qualité esthétique, tandis qu'en périphérie, il y'avait un mélange de constructions de bonne et mauvaise qualité. Jusqu'aux environs de 2005, Mbuji-Mayi a continué d'attirer de nouveaux habitants, alléchés par les opportunités dans plusieurs secteurs de l'informel. J. C. Bruneau¹⁸ s'est penché sur ce phénomène de croissance par rapport aux autres villes et l'explique par le dynamisme exceptionnel de Mbuji-Mayi et sa couronne de centres satellites naissantes, ainsi que l'essor de Mwene-Ditu [...], le tout étant lié à la libéralisation de la recherche et du commerce du diamant ».

Dans toutes ces trois phases de la fabrication de la ville de Mbuji-Mayi, c'est la population qui en a été le plus grand acteur ; l'État comme acteur n'est intervenu que pour lotir les parcelles, tracer les voies de circulation, accorder les documents juridiques aux propriétaires etc.

Kananga : du modèle subi au modèle hybride

L'analyse du tissu urbain de la ville de Kananga, à ce jour, laisse clairement entrevoir trois modes de fabrication de la ville. Il s'y lit des zones bien structurées héritées de la ville coloniale notamment : le centre-ville, lieu où se trouvent le siège du pouvoir provincial, les divers services

15 B. SECCHI, *La ville des riches et la ville des pauvres*. Paris, Metispress, 2014, p. 20.

16 J. L. PIERMAY, *Citadins et quête du sol*, p. 320.

17 OMASOMBO TSHONDO (dir.), *Le Kasai-Oriental : un nœud gordien dans l'espace congolais*, Tervuren, Le Cri. Musée royal de l'Afrique Centrale, 2014, p. 279.

18 J. C. BRUNEAU et T. SIMON, *Zaire, l'espace écartelé*, dans *Mappemonde*, n. 4 (1991), p. 1-15.

politico administratifs, les agences et services, et les activités commerciales ; Kananga 2 qui fut le quartier résidentiel des Européens et qui est, à ce jour, occupé par les autorités politico-administratives et les notables ; les communes de Katoka, Ndesha et Nganza, planifiées et construites vers les années 1958, mais qui ont subi beaucoup de transformations à cause de la poussée démographique. Le reste du tissu urbain est un enchevêtrement d'auto-construction qui ont envahi les espaces verts à telle enseigne que la distinction entre le centre-ville et les zones habitables jadis réservées aux Noirs, n'existe plus. Les commerces ont envahi des voies principales (nationale n. 1) avec des marchés linéaires « kilométriques »; les emprises du chemin de fer ont été occupées, la majorité des villages qui étaient des entités à part, se trouvent aujourd'hui absorbés par l'espace urbain.

La configuration tentaculaire de la ville, formée d'une succession des vallées et de crêtes, avait conduit à un mode d'occupation spatiale rationnelle où les implantations humaines n'étaient autorisées que sur les crêtes, tandis que les vallées non occupées étaient de véritables poumons en oxygène. Aujourd'hui, à cause de la pression démographique, ce mode d'occupation n'est plus respecté ; les constructions occupent les pans des versants avec de graves conséquences parmi lesquelles l'apparition d'importantes érosions dans plusieurs coins de la ville et dont certains nécessitent une intervention au niveau national à l'instar du cri d'alarme lancé par l'archevêque de Kananga ¹⁹aux instances supérieures de Kinshasa.

Tout comme Mbuji-Mayi, la ville de Kananga postcoloniale n'a pas fait l'objet d'une quelconque planification, les équipements socio-communautaires (hôpitaux, écoles, etc.) n'ont pas connu une croissance quantitative notable. Par contre, les écoles de renommée telles que l'ancienne Athénée royale et l'Institut technique de Kele-Kele sont en train de tomber en ruine. La ville actuelle de Kananga est un produit de la politique du « laisser faire » ; sa fabrique, mieux son extension émane d'une population mue par la logique d'un logement à soi. Force est de constater qu'aucune ville postcoloniale en RD Congo n'a pu assurer le bonheur de ses habitants : logements insuffisants et indécents ; engorgement des infrastructures dû à la croissance démographique, l'insuffisance ou le manque des infrastructures de base (l'eau et l'électricité). D'où l'importance de repenser d'autres formes de fabrique de l'espace

19 <https://www.radiokapi.net> (consulté le 20 05 2020)

urbain dont l'orientation majeure reposerait sur une approche participative assistée.

3. Approche participative assistée comme modèle de fabrique de ville

Plus d'un demi siècle après les indépendances, le modèle de la société productiviste qui avait dirigé l'urbanisation des villes et qui, dans une certaine mesure, pouvait justifier la pratique du « top-down », ne répond plus aux différents contextes socio-anthropologiques, socio-économiques et socio-culturels. Quel serait alors le modèle d'une ville congolaise que les habitants accepteraient comme la leur ? Il est évident qu'il n'y aura pas de recette satisfaisante à tous points de vue. D'ailleurs, selon Leonardo Benovolò²⁰, les utopistes comme Robert Owen²¹, Charles Fourier²², qui se sont lancés sur la voie de recherche de ville idéale, n'ont pas vu leurs projets aboutir.

Fabriquer une ville, la réaménager ou la restructurer exige un cadre juridique adéquat, l'implication de plusieurs acteurs et surtout des habitants comme principaux acteurs de l'action ; c'est le courant que véhiculent actuellement ceux qui réfléchissent sur la ville : Daron et Bertrand²³, Haëntjens²⁴. Ce dernier note par ailleurs, que « Depuis les années 70, nous sortons de ce modèle technocratique et top-down pour entrer dans une approche plus participative et plurielle ». Abondant dans le même sens, J. L. Genard²⁵ souligne que « les années 80 du siècle dernier furent, en effet, marquées par le développement de réflexions autour de la crise de la démocratie représentative et de son potentiel

20 L. BENOVOLO, *op. cit.*, p. 167-172.

21 R. OWEN était un réformateur gallois né le 14 mai 1771. Il est considéré comme le père fondateur du mouvement coopératif. Techno-science.net (consulté le 31-10-2021).

22 C. FOURIER, né le 7 avril 1772 est un philosophe français fondateur de l'école sociétaire. <https://www.universalis.fr> (consulté le 31-10-2020).

23 C. DARON et F. BERTRAND, *Quelle ville pour mieux rencontrer les besoins des familles ?*, dans Actes du colloque de Louvain-la neuve du 23 octobre 2015. CEPESS, p. 81-84.

24 J. HAËNTJENS, *Les villes du XXI^e siècle : Plus de défis, plus de solutions, plus d'acteurs* », dans *Bâtir de villes nouvelles ! Réinventer la ville pour faire croître la qualité de vie et soutenir le développement humain*. Actes du colloque de Louvain-la neuve du 23 octobre 2015, CEPESS, p. 37-47.

25 J. L. GENARD, *Penser avec Peirce la conception architecturale*, dans *Les cahiers de la recherche sociologique. Peirce et les sciences humaines*, vol. 62 (2017), p. 109-136.

déplacement par le passage à une démocratie participative ou délibérative ». Ainsi sur le continent européen, l'urbanisme devint une préoccupation des particuliers.

La démarche participative ne doit être ni une copie ni une mime du modèle occidental qui a toujours présidé la conception de l'urbanisme en Afrique. Elle mérite quelques nuances et ne doit pas être embrassée sans filtre, compte tenu du fait que les sociétés occidentales traînent une longue expérience de forum de discussion en rapport avec les matières qui engagent leurs communautés et leurs milieux de vie. Elles le font à travers des pétitions, des conseils communaux, des groupes de réflexion, etc. et peuvent, à ce titre, participer de manière constructive. Toutefois, avant d'arriver à un tel stade sociopolitique, elles ont dû surmonter beaucoup d'obstacles, car comme le souligne Genard : « des recherches [...] mirent en évidence, les limites des processus participatifs, notamment quant aux rapports de force qui les structurent, mais aussi quant aux différentiels de compétence à maîtriser les codes linguistiques nécessaires pour être reconnu au sein des arènes participatives d'abord et à pouvoir les infléchir ensuite²⁶ ». Ce qui est loin d'être le cas de la majorité des habitants des villes de la RD Congo où les habitants n'ont pas développé des habitudes communautaires à cause de la pauvreté qui a inhibé toute solidarité et conduit à la monétarisation de tous les services, jusqu'aux plus nobles qui relèvent de l'intérêt commun. En outre, il y a le fait que les habitants de la majorité des villes congolaises ne sont pas assez outillés en matière d'aménagement. Néanmoins, sans préjuger de l'apport de la population ni considérer que les faits cités plus haut constitueraient des obstacles, la fabrique participative est une nouvelle expérience qui mérite d'être tentée, car c'est une voie obligée qui pourrait apporter du neuf dans l'organisation spatiale des lieux de vie.

3.1. Une expérience de fabrique transitoire

Toute opération devrait, dans un premier temps, être considérée comme une expérience transitoire dont le scénario consisterait en une fabrique de la ville avec le concours des spécialistes qui auraient le rôle de guider les opérations avec un œil scientifique pour les acteurs traditionnels notamment : le pouvoir public, le pouvoir coutumier ainsi qu'une intense implication des habitants comme bénéficiaires et gestionnaires de leur environnement. L'implication des habitants en tant

26 *Ibidem.*

que créateurs de leurs espaces de vie devrait en perspective envisager la ville comme un produit de consommation (spatial) souhaité, voulu, accepté et assumé, capable d'améliorer le bien-être général et de créer un environnement stable où la communauté se développe et prospère. En d'autres termes, une approche plus humaine d'une ville au service de l'humain, qui contribue à la qualité de vie des populations d'aujourd'hui et de demain²⁷.

Il est important de signaler qu'il ne sera nullement question de fabriquer des villes à partir du néant (terrain vierge), mais des interventions qui se font dans des tissus urbains existants en ayant en vue, d'éliminer ce qui a été fustigé comme facteurs de non pleine jouissance de la ville par les habitants de villes coloniales et postcoloniales, à savoir : l'insuffisance des équipements socio communautaires, l'inadaptation des logements aux aspirations d'épanouissement social, le clivage social, le laisser faire en matière d'aménagement, le manque des infrastructures de base (eau et électricité), le non-respect du droit de la construction, etc.

Nous avons, à titre expérimental, sélectionné deux entités spatiales : le quartier Kambote à Kananga et le site Bashala à Mbuji-Mayi. Le choix de Kambote a été motivé par les potentiels de développement qu'il offre du fait de sa proximité avec l'Université Notre-Dame du Kasayi (U.KA.) de sorte que le binôme pourrait former une cité universitaire intégrée. Quant au site Bashala, c'est à cause de certaines particularités propres qu'il a été choisi. En effet, ce quartier a été créé du néant à la suite de l'arrivée massive des ressortissants du Kasai en provenance du Katanga. Il offre également beaucoup de potentialités de développement du fait de la disponibilité foncière et de la platitude de sa topographie.

3.2. Kambote, une amélioration spatiale qui mixe l'existant et le neuf

Kambote est un ancien village qui a été absorbé par la poussée démographique de la population urbaine et qui est aujourd'hui un des quartiers de la commune de Lukonga. Il s'agit d'un tissu urbain suffisamment structuré. En dépit de sa bonne structuration, le quartier est menacé de destruction si des interventions ne sont pas envisagées à moyen terme. Sa spécificité tient de son implantation sur la crête de

27 A. De BORMAN et J. DAGNIES, *Bâtir de villes nouvelle ! Réinventer la ville pour faire croître la qualité de vie et soutenir le développement humain*, dans Actes du colloque de Louvain-la neuve du 23 octobre 2015, CEPESS, 2016, p. 7.

deux vallées avec une longue artère qui longe la crête et sur laquelle viennent déboucher les ruelles perpendiculaires qui se transforment en canaux d'eau des pluies propices aux érosions du côté des deux vallées. Ce quartier périphérique reflète les caractéristiques sociales des habitants : le chômage et la pauvreté.

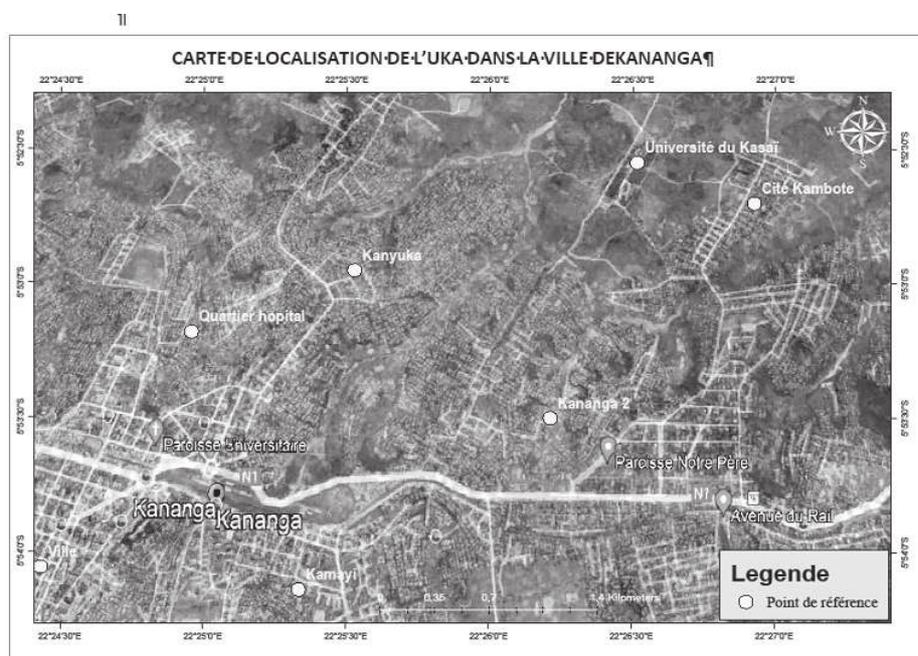


Fig. 1 : configuration d'ensemble de la ville de Kananga. <https://fr.db-city.com/R%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-Congo--Kasa%C3%AF-Central--Kananga>. (Consulté le 29 mai 2020)

Du fait de sa position proche de l'U.KA, dont le site est en retrait par rapport à la ville, le réaménagement de Kambote deviendrait une opportunité d'un mixage spatial des équipements estudiantins et de la population afin de combler l'insuffisance d'infrastructures sociales dont les deux entités souffrent, en l'occurrence : le logement, un besoin que l'U.KA n'arrive pas à satisfaire, obligeant les non-logés à parcourir pour certains, de longues distances (à pieds) pour rejoindre le site universitaire et le domicile après les cours. Il serait ainsi possible de créer un quartier compact à l'échelle humaine dans lequel les déplacements se feraient sur des distances ne dépassant pas un rayon d'un kilomètre et par la même occasion, de faire bénéficier aux habitants, l'accès aux équipements socio-culturels destinés aux étudiants (commerce de proximité, terrain de sport, bibliothèque, librairie, cantine, etc.). La présence massive des étudiants amènerait, à coup sûr, un relèvement du niveau intellectuel et des externalités positives, voire la création de quelques emplois.

Au-delà du discours théorique, pour la population, les interventions devraient se focaliser sur : la création des occupations lucratives afin de casser la routine d'un quartier où la journée se structure invariablement en deux moments : un travail informel qui démarre au lever du jour et se termine à la tombée de la nuit, puis le sommeil ; il n'y a presque pas de place pour le loisir ; les quelques moments d'interruption sont occupés par des bruyantes réunions de prières et de rencontres informelles occasionnelles.

Voici quelques pistes d'opérationnalisation de la fabrique participative sur terrain. Comme acteurs actifs, il y a les habitants de Kambote, les étudiants, les chefs coutumiers et les responsables du service d'urbanisme. Les chefs coutumiers et les habitants seront qualifiés pour l'identification des équipements en souffrance dont ils ont besoin pour le développement de leur cité. Les étudiants et les agents de l'État interviendraient avec l'expertise technique sur la viabilité des emplacements choisis dont ils dressent une cartographie. Les deux groupes qui travaillent en synergie devraient en outre, fort de leur expertise, proposer des espaces qui facilitent la convivialité, des modèles qui améliorent la qualité du bâti par un choix rationnel des matériaux et une orientation correcte des maisons, sans négliger le traitement des terrains accidentés afin de gérer les eaux de ruissellement et ainsi prévenir les érosions et les éboulements.



Fig. 2 : vue satellitaire du quartier Kambote et du site de l'U.KA. Source :<https://fr.db-city.com/R%C3%A9publique-d%C3%A9publique-D%C3%A9mocratique-du-Congo-Kasa%C3%AF-Central-Kananga> (consulté le 29 mai 2020)

La fabrique participative est un exercice hautement pédagogique dans lequel les étudiants devraient amener les habitants à adhérer à une dimension écologique par l'utilisation des matériaux locaux en terre (malheureusement assimilés à tort à la sémantique de pauvreté) sous des formes nouvelles qui présentent une certaine originalité attractive. L'argile est très abondante à Kananga pour produire des matériaux en terre de haute qualité, d'ailleurs c'est ce matériau qui a été utilisé pour la fabrication des briques qui ont servi à l'érection de la cathédrale de Kananga et de beaucoup d'autres édifices officiels et privés. La relance de ce matériau devra être étendue à la fabrication des tuiles afin d'éviter la tôle galvanisée, un mauvais matériau pour le climat tropical.

Kambote et l'U.KA. partagent en commun une énorme richesse naturelle : il s'agit de la rivière qui coule dans la vallée qui limite les deux sites. L'aménagement de cette rivière pour des activités de loisir et de tourisme serait une opportunité de création d'emplois. Dans la fabrique participative, recours devrait être fait aux énergies renouvelables, notamment le solaire, la biomasse et dans une certaine mesure des mini éoliennes, pour la production de l'électricité dont la carence est l'un des problèmes épineux du développement. Sans elle, aucune viabilisation du quartier n'est envisageable. Les habitants qui ont longtemps été habitués à tout recevoir de l'Etat doivent cesser de compter sur la providence et trouver des alternatives. La solution pourrait provenir d'une mutualisation des efforts, car il n'y a pas de place pour l'individu dans ce processus. Ainsi, profitant de la démocratisation des coûts des produits solaires, les habitants pourraient se mettre ensemble et acheter les panneaux pour la production du courant électrique.

3.3. Le site Bashala, une fabrique propice à la sédentarisation

Le site Bashala²⁸ a été créé en 1995 à une dizaine de kilomètres de Mbuji-Mayi en vue d'abriter des refoulés kasaiens venus du Katanga. Le site fut loti et distribué aux sinistrés, mais les interventions de l'autorité en matière d'urbanisation se sont juste limitées au stade du lotissement, laissant aux refoulés le soin de se pourvoir en logements, mieux, de se fabriquer un bidonville. L'installation sur le site Bashala, loin de Mbuji-Mayi où étaient concentrées les activités productives fut ressentie comme une rupture par les nouveaux habitants qui étaient pour la plupart des citoyens, anciens employés de la société minière, de l'admi-

28 Situé dans la commune de Bipemba à l'extrême ouest de Mbuji-Mayi, le site Bashala est subdivisé en 4 quartiers.

nistration publique et de plusieurs sociétés privées disséminées dans le Katanga²⁹.

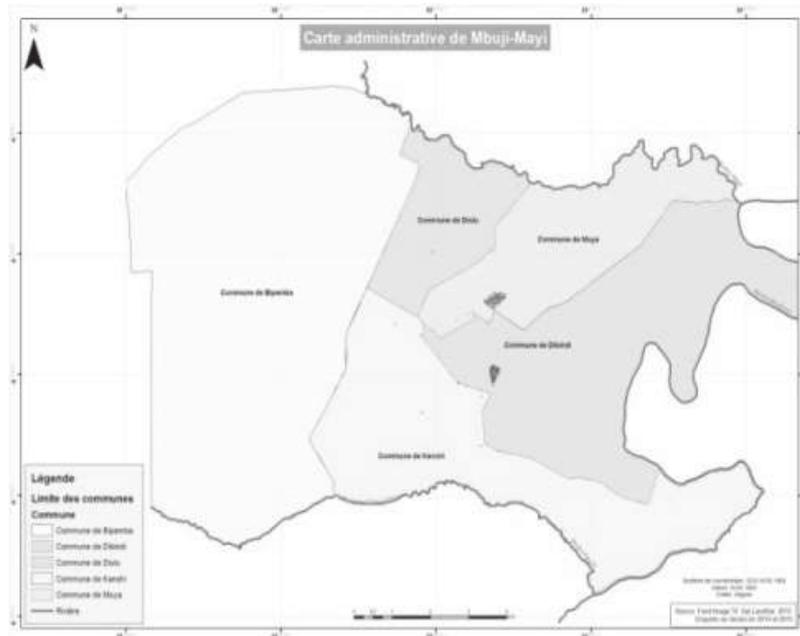


Fig. 3 : configuration de la ville de Mbuji-Mayi avant 1995.

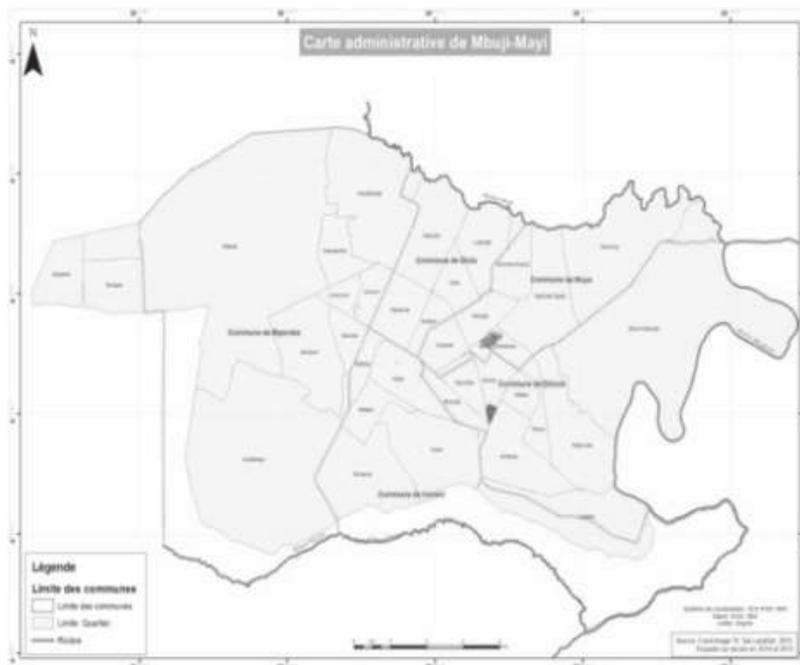


Fig. 4 : nouvelle configuration due à l'extension du site Bashala après 1996.
Source : Mairie de Mbuji-Mayi.

29 J. C. BRUNEAU, *Ethnies, identités et territoires en Afrique : architectures et recompositions*, dans F. BART, *L'Afrique continent pluriel*, Paris, CNED-SEDES, 2003, p. 83-107.

Les enquêtes menées en 2016 ont révélé que le site Bashala était l'un des espaces urbains les plus défavorisés de Mbuji-Mayi : survie précaire, pauvreté du logement, difficulté d'accès aux infrastructures de base, faiblesse de fréquentation scolaire, chômage endémique, etc. En réaction, beaucoup d'habitants, loin de développer de la résilience, ont déserté le site, laissant plus des friches que des parcelles habitées³⁰.



Fig. 5 : Vue satellitaire d'une portion du site qui confirme la baisse de la densité parcellaire. On y observe des rues et des ilots abandonnés. Source : image ©2018 DigitalGlobe. Données cartographiques. ©2018 Google



Fig. 6 : l'abandon des maisons sur le site est une des caractéristiques spécifique du site Bashala. Source : Photo de l'auteur, 2017.

30 M. TSHISUAKA NGALULA KANYINDA, *Déclin socioéconomique de la ville de Mbuji-Mayi (RD Congo) : Essai d'applicabilité du concept de shrinking city*. Thèse de doctorat en Art de bâtir et urbanisme, Université Libre de Bruxelles, 2019, p. 150.

Bashala est un cas de figure spécifique, car contrairement aux problèmes d'explosion démographique caractéristiques à la majorité de villes congolaises, le problème de Bashala se pose en termes de repeuplement et de recherche de sédentarisation de la population. Ce site offre l'opportunité de repenser la fabrique urbaine dans un tissu semi abandonné.

Pour cela, il a été envisagé, en ce qui concerne le réaménagement, que celui-ci repose sur quatre dimensions fondamentales en rapport avec toute organisation spatiale qui vise le bien-être des habitants : « une ville animée, une ville sûre, une ville durable et une ville saine »³¹ ; dimensions qui ont totalement disparu du site sous examen. Si selon Jan Gehl, l'animation de la ville repose sur le déplacement à pied et à vélo, il ne s'agit aucunement d'une nouveauté en ce qui concerne les quartiers des villes congolaises. Ceux-ci ont toujours été très animés grâce au dynamisme de la jeunesse et au fait que le déplacement pédestre fait partie du quotidien des habitants. Dans ce contexte, l'animation passe par une redistribution spatiale des voies et des maisons qui renforce les liens sociaux grâce à la fluidité de la circulation telle qu'observée dans les milieux ruraux. Le premier grand problème identifié sur le site est celui de la connexion avec la ville de Mbuji-Mayi. Par conséquent, parmi les solutions, il y a celle qui consiste à créer des infrastructures viables non seulement pour le site lui-même, mais aussi pour exercer un certain magnétisme sur la population de Mbuji-Mayi. Nous pensons ici à un marché bihebdomadaire dont les jours de tenue seront déterminés par les habitants et dans lequel les habitants des villages voisins, de la ville et de Bashala échangeraient des produits. Et comme un marché crée de l'emploi pour les transporteurs, les restaurateurs, les chargeurs, le site se trouverait plongé pendant deux jours de la semaine dans une grande vitalité. En sus du marché, cette animation pourrait provenir de la transformation des rues en espace de commerce dont les activités se prolongent à des heures tardives. Ainsi, la largeur de certaines rues qui sont les réceptacles des activités informelles devrait être pensée en tenant compte de cette dimension sociale. Cet aménagement procurerait également aux habitants le sentiment d'être dans un quartier sûr dans la mesure où la dimension de sécurité repose aussi sur l'attraction et l'occupation des espaces communs.

31 J. GHEHL, *Pour une ville à l'échelle humaine*, Montréal, Ecosociété, 2012, p. 18.

Un autre facteur de l'animation des quartiers tient de la présence des équipements collectifs pour tous (équipements sportifs, culturels, éducationnels, récréatifs, etc.). Dans les opérations de lotissements des villes congolaises postcoloniales, très peu de places ont été accordées aux sites réservés aux équipements, et là où ce souci s'est manifesté, les terrains ont été pris d'assaut par des « puissants » et d'autres privés. Les seuls terrains qui bénéficient d'une certaine protection sont ceux qui sont du ressort des confessions religieuses, car elles gardent encore, dans une certaine mesure, une relative influence sur la population du fait de leur rôle de facteur de « cohésion sociale » comme jadis dans l'Europe du dix-neuvième siècle³². Isabel Raposo³³ considère que les confessions religieuses fonctionnent en Afrique non seulement comme lieu de culte mais aussi comme soutien psychologique et matériel. C'est à ce titre qu'elles peuvent devenir d'importants acteurs dans la fabrique de la ville quant à la gestion des équipements culturels (bibliothèque, médiathèque, cinémathèque, forum des jeunes, vidéo conférences, centre d'alphabétisation, etc.). Nous pensons qu'un terrain de football bien aménagé et affecté à l'une des équipes de la ville pour ses entraînements et l'organisation des matchs pourrait contribuer à la revitalisation du site.

Un quartier animé doit être doté des habitations de bonne qualité et être « durable ». À ce propos, les architectes devraient, dans la fabrique participative, éviter de concevoir les habitations à travers le prisme des connaissances acquises dans les écoles d'architecture. Ils devraient reconnaître la production d'un savoir populaire appréciable dans le chef de la population qui, d'ailleurs, a su vivre sans faire appel à leur concours, car dans leur profonde détresse, les habitants de Bashala ont produit une architecture participative de proximité (architecture de catastrophe) constituée de matériaux de récupération qui, par la suite, a cédé la place à une architecture adaptée à leurs conditions sociales.

Dans ces conditions, l'intervention consisterait à accompagner les habitants dans l'amélioration de la qualité des habitations en leur proposant un modèle d'habitation qui tienne compte des aspects environnementaux, culturels et socio-économiques, en encourageant les maisons en terre afin de vulgariser ce matériau³⁴ qui est non seulement

32 Voir L. V. CAMPENHOUDT et R. QUIVY, *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris, Dunod, 2011, 4^e éd., p. 111.

33 I. RAPOSO, *Suburbios de Luanda et Maputo*, Lisboa, Colibri, 2007, p. 56.

34 L. CHIRHALWIRWA MWILARHE, *Habitat périurbain autoconstruit en RDC* :

abondamment disponible, mais dont l'utilisation va dans le sens de la soutenabilité. Il sera tout aussi important d'y insérer une dimension pédagogique pour le transfert des connaissances en expliquant aux bénéficiaires le pourquoi de telle ou telle autre opération d'intervention, de sorte que les bonnes habitudes constructives deviennent pérennes. À titre d'exemple, les habitations sur le site sont systématiquement pour raison d'économie des matériaux, de petite hauteur (2.20-2.30 m), ont des toits bas et sans plafond, sont mal aérées et mal orientées, donc très inconfortables. L'amélioration se focaliserait plus sur le plan technique, notamment l'augmentation de la hauteur des maisons et le traitement des parois en adobe ou en pisé qui se détériorent très rapidement à cause du manque de protection contre les intempéries et les insectes. Pour se protéger contre les termites, les habitants n'utilisent pas des produits chimiques. Sachant par expérience que les insectes ne s'attaquent pas à ce qui est calciné, ils enduisent les habitations d'un mortier de terre mélangé à la poussière de charbon de bois. Dans le souci d'accompagner la population, et tout en s'appuyant sur le savoir populaire, l'apport technique peut concerner l'amélioration de résistance des briques en adobes par des moules à pression manuelle à levier et l'enrichissement du mortier avec des adjuvants locaux : poudre du charbon de braise, fibre de roseau, concassé des écorces des noix de palme, résidus de la fabrique de la bière locale (*tshibuku*), un excellent solidifiant et gluant, etc.

Un autre élément à signaler, en rapport avec les matériaux, est l'obsession des habitants à utiliser la tôle galvanisée comme couverture. Les raisons avancées étant sa pose facile et la possibilité de collecter facilement les eaux des pluies, à l'opposé des toits végétaux, inflammables et régulièrement détruits par les termites, et dont la durée de vie est précaire. Toutefois, ce choix devient discutable lorsque les habitants assimilent les toits végétaux à la pauvreté. Dès lors, il appartient aux spécialistes dans cette politique de fabrique participative de proposer des alternatives formelles et esthétiques, adaptées au climat et à leurs conditions sociales, car jusqu'à ce jour, les architectes congolais et les producteurs des matériaux de construction, ne se sont pas encore investis dans un débat formel sur la valorisation de matériaux vernaculaires appropriés ; leurs productions architecturales émanent d'une hybridation syncrétique de styles « modernes ». D'où la nécessité d'une

perspective d'amélioration des logements de terre crue en climat tropical. Thèse de doctorat en Art de bâtir et urbanisme, Université Libre de Bruxelles, 2007-2008, p. 347.

réflexion sur le moyen d'ennoblir les matériaux végétaux et en terre qui, pourtant, couvrent les maisons des riches propriétaires dans certaines régions de l'Europe (Flandre, Hollande) et en Afrique du sud de manière attractive. Toutefois, afin de ne pas causer des ruptures brusques, les toits en tôles galvanisées peuvent être améliorés au plan climatique en interposant un plafond fonctionnel en forme de grenier tel que dans les huttes précoloniales où il a joué le rôle de dépôt d'aliments et dans une certaine mesure celui d'isolation thermique.

En ce qui concerne la forme, il serait recommandable que les toits soient à quatre versants largement débordants afin de protéger les parois en terre contre les intempéries et le soleil. Les toits seront en outre pourvus de gouttières pour la collecte des eaux des pluies. Pour ce qui est de la partie fonctionnelle, les réalités du terrain corroborent le fait que l'architecture (du moins dans son organisation intérieure) est une traduction spatiale d'un mode de vie d'une société : le fonctionnel est fortement lié à certaines valeurs culturelles qui ne peuvent être transcendées. Par conséquent, fabriquer une ville, c'est aussi respecter les us et coutumes des lieux et ne pas proposer des solutions qui heurtent la population. À titre d'exemple, dans certaines parcelles, la densification parcellaire avec de logis séparés, n'est que la réponse spatiale d'une organisation polynucléaire persistante de la polygamie et de la tradition qui oblige les garçons adolescents d'avoir un quartier à part dans toutes les régions du Kasai. La proposition du gain de l'espace en groupant le tout sous un même toit, quitte à prévoir des accès indépendants par l'extérieur, n'a pas trouvé une forte adhésion à cause d'une mentalité traditionnelle d'ordre cosmogonique très ancrée.

Fabriquer une ville c'est prévoir des activités qui assurent un revenu à ses habitants au risque de les voir partir comme cela s'est passé pour le site Bashala. Il s'avère impérieux de penser à la dimension résiliente du site dont l'économie domestique était tournée vers Mbuji-Mayi quand le diamant assurait la survie de la ville. Pour ce faire, une pensée s'est tournée vers certaines activités créatrices d'emploi, en l'occurrence l'agropastoral urbain et le tourisme. L'agriculture urbaine n'est pas une nouveauté en soi, elle avait été oubliée par la population au profit de l'exploitation du diamant. Avec la faillite de cette activité, l'agriculture urbaine s'impose comme l'un des recours à la création d'emploi pour les habitants à l'instar de l'Europe où, après avoir été longtemps reléguée dans les campagnes au profit de l'industrie et des entreprises manufac-

turières, elle s'est invitée dans la ville : des groupes structurés utilisent les espaces urbains disponibles, y compris les toits des immeubles pour produire quelques fois, d'importantes quantités³⁵.

3.4. La question de l'énergie

Tout comme à Kambote, l'un des freins aux initiatives de développement de Bashala reste l'absence d'énergie électrique, d'où l'importance de repenser à des sources d'énergies propices au développement du site. Certes, les habitants ont monté diverses stratégies en vue de faire face à la carence de l'électricité. Ces solutions dont les principales consistaient de se munir des générateurs électriques individuels, étaient les pires en ce qui concerne un environnement écologique. Il apparaît de plus en plus que, de manière générale, les villes africaines ont des défis à relever contre le réchauffement climatique et l'un des moyens utilisés pour y parvenir c'est le renoncement aux énergies fossiles (pétrole, charbon) au profit des énergies renouvelables. Ce choix n'est pas optionnel, mais un impératif. Quelques pays avant-gardistes comme le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali s'y sont déjà fortement engagés. Les énergies renouvelables ont fait preuve dans ces pays, où des villages entiers sont peu à peu sortis de la pauvreté grâce aux panneaux photovoltaïques³⁶. C'est cette voie qui est recommandée aux communautés pour résorber la difficulté d'approvisionnement en énergie électrique. Il en va de même pour les tâches domestiques relatives à la cuisson des aliments, au séchage des aliments pour conservation.

Sur le site Bashala, les habitants continuent de se fournir en bois de chauffage ou en charbon de bois ; ce qui sous-entend le déboisement et partant, la destruction de l'environnement. Afin d'y remédier, Il est possible que recours soit fait aux fours solaires ou aux cuiseurs solaires paraboliques comme ceux fortement vulgarisés à Madagascar et dans d'autres villes africaines.

35 E. DUCHEMIN (dir.), *Agriculture urbaine : aménager et nourrir la ville*. Montréal, Vertigo, 2014, <https://journals.opeedition.org/vertig/16513>.

36 ADIGBLI KOFFIGAN, http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=6727 (consulté le 17/05/2018).



Fig. 7 : un four solaire boîte : la température atteint jusqu'à 150 °C



Fig. 8 : un cuiseur solaire parabolique capable de générer des températures très élevées. Source : Ecosun <https://www.mediaterre.org/afrique-centrale/>

La RD Congo, faut-il le reconnaître, a pris un retard considérable dans le domaine des énergies renouvelables. Pourtant, « l'avenir énergétique du monde ne pourrait se concevoir sans les énergies renouvelables en général, et sans le solaire, en particulier »³⁷. Toutefois, l'énergie solaire n'est pas gratuite ; il y a un coût lié au processus de sa transformation en électricité et qui pourrait mettre cette technologie hors de portée de la population. Par conséquent, comme il a été proposé pour Kambote, la solution pourrait provenir de la mutualisation des achats des outils solaires par la population.

Conclusion

Fabriquer la ville en privilégiant le « top-down » comme approche dans les opérations urbaines, s'est jusqu'à ce jour révélé contre-productif. En Europe, il a été observé que les grands ensembles (HLM), longtemps vantés par leurs concepteurs comme une prouesse de promotion sociale des personnes à faibles revenus, ne font plus l'unanimité et les occupants n'en veulent plus. Il en est de même de la RD Congo, où tous les quartiers planifiés conçus pendant la période coloniale et même postcoloniale, n'ont pas répondu aux aspirations de leurs occupants. À ce compte, repenser la ville selon les besoins de la population en combinant les interventions qui viennent d'en haut (top-down) avec la participation des bénéficiaires des espaces urbains (*bottom-up*) est l'une des pistes vers lesquelles les spécialistes de l'urbain devraient se tourner.

Il est toutefois apparu que dans beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne, cette expérience d'aménagement urbain n'est pas un fait nouveau ; il a toujours existé sur ce continent, principalement dans les quartiers administrés où la population a développé des mécanismes d'auto-prise en charge pour ce qui est de son cadre de vie. En effet, dans les zones dites administrées, le système participatif (*bottom-up*) a toujours été le modèle habituel de fabrication de la ville avec quelques fois des résultats très imaginatifs. Ce qui a fait défaut aux habitants, ce sont les initiatives et les moyens matériels de se pourvoir en équipements socio-communautaires et en infrastructures de base, d'où la nécessité d'un apport technique des spécialistes et des gouvernants aux actions de la population en matière d'équipements et d'infrastructures.

37 M. SALIOU SOW, *De production de kits solaires*, dans *Linison Energie Francophonie*, n. 93 (1^{er} trimestre 2013), p. 47. L'auteur est Directeur de la Sustainable Power Electric Company (SPEC), au Sénégal.

Compte tenu de la forte propension de la pratique du « *bottom-up* » dans la majorité des villes congolaises, repenser la fabrique de la ville, avec l'implication des habitants comme acteurs, doit se focaliser sur l'amélioration de l'existant, vu que pour la majorité des cas, les interventions se déroulent dans des tissus urbains existants. En outre, ces opérations devraient être accompagnées en amont d'un travail de sensibilisation, car contrairement aux pays occidentaux, où la participation citoyenne et les traditions associatives sont ancrées dans les mœurs, la vie associative dans les villes congolaises peine à s'incruster dans la population.

Dorénavant, la combinaison « *top-down/bottom-up* » est une expérience qui devrait être d'application, afin de couper court à l'urbanisme subi pour un développement des villes où interviendraient quatre acteurs : l'État, les populations concernées, les ONG, et les spécialistes urbains.